

Document

Le Japon, pays le plus endetté du monde, parvient à gérer la situation grâce à l'énorme épargne de la population

(Le Monde)

10 août 2011

Alors que les dettes américaine et européenne contribuent à l'effondrement des marchés financiers, celle du Japon continue de grossir sans susciter de mouvement de panique. C'est pourtant la plus grosse du monde, puisqu'elle représente 200 % du produit intérieur brut (PIB) et pourrait atteindre 892 000 milliards de yens (8 100 milliards d'euros) à la fin de l'exercice en cours.

Le coût de la reconstruction des dommages causés par la catastrophe du 11 mars contribue à sa hausse, même si le financement des deux premiers budgets qui lui sont consacrés, d'un total de 54 milliards d'euros, ne se fait pas par de nouvelle émission de bons mais par des prélèvements dans différentes réserves. Ces ressources ne sont pas inépuisables et les problèmes économiques causés par le séisme et le tsunami réduisent les rentrées fiscales.

En outre, le gouvernement reste englué dans de difficiles négociations avec l'opposition, majoritaire à la Chambre haute du Parlement, sur les textes permettant l'émission de bons nécessaires au financement de 40 % du budget de l'exercice 2011 qui a débuté le 1^{er} avril. Dans ce contexte, les trois agences de notation Standard & Poor's (S & P) Moody's et Fitch ont abaissé en mai à "négatives" les perspectives sur les bons japonais. Ces bons sont évalués à Aa2 par Fitch et AA - par ses homologues.

La situation du Japon n'apparaît pas totalement négative et le pays a pour l'instant peu de chance de se retrouver dans la situation de la Grèce, avec une brusque hausse des taux d'intérêts des bons. Plus de 90 % de la dette est détenue par les investisseurs de l'Archipel, à commencer par les banques et la Japan Post, qui financent l'achat des bons avec l'importante épargne de la population - en lent déclin mais toujours à plus de 12 600 milliards d'euros, soit trois fois le PIB.

Réformer la fiscalité

Et puis le Japon reste l'un des principaux créanciers de la planète, notamment des Etats-Unis, avec des réserves de change de 1 151 milliards de dollars (806 milliards d'euros) fin juillet 2011.

En outre, si le gouvernement ne peut compter sur l'inflation, il a toujours la possibilité de réformer la fiscalité d'un pays où le poids de l'impôt ne dépasse pas 25,1 % du revenu national et où la taxe sur la consommation, dont la hausse est évoquée depuis plusieurs années, se situe à 5 %.

L'option fiscale, la plus souvent évoquée pour tenter d'améliorer la situation budgétaire japonaise, apparaît pourtant comme la plus difficile à mettre en oeuvre. Ainsi le gouvernement prévoit autour de 117 milliards d'euros de nouvelles dépenses pour la reconstruction. Leur financement fait l'objet d'âpres débats car, à la différence des deux premiers plans, il pourrait passer par un recours à la dette. Le projet évoque également "*des augmentations d'impôts pour une période limitée*" mais reste

vague à ce sujet. De fait, la cote de popularité du gouvernement ne dépasse pas les 20 % et des élections législatives anticipées pourraient intervenir dans les mois qui viennent.